#015/17.12.2025/A/1023#

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2025

Objet n° 23 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; MM. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Ibrahim Donmez, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, M. Elias Ammi, Mmes Barbara Trachte, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Justine Harze, Echevine; MM. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mmes Chloé Deguide, Ayse Yigit, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Done Sonmez, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur les antennes d'émission émettant des radiations non ionisantes dont la fréquence est comprise entre 0,1 MHz et 300 GHz – Exercices d'imposition 2026 à 2030 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 34 voix contre 0 et 4 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;
Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 1er mars 2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effet nocifs et nuisances provoqués par les radiations non ionisantes, telle que modifiée à ce jour ;
Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 27 octobre 2021 votant le règlement-taxe sur les antennes d'émission émettant des radiations non ionisantes dont la fréquence est comprise entre 0,1 MHz et 300 GHz pour un terme de 5 ans pour les années d'imposition 2021 à 2025;
Vu la situation financière de la Commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;
Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la Commune ;
Considérant que l'absence des éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants que génèrent ces antennes n'est pas encore prouvée puisque les résultats d'études épidémiologiques significatives sont toujours attendus, qu'il est par conséquent recommandé de prendre des mesures dissuasives, par précaution ;
Considérant que le choix de la matière taxable se justifie, outre par la capacité contributive particulière des contribuables, par le risque éventuellement néfaste que présentent les antennes ;
Considérant que l'exploitation d'antennes est révélatrice d'une activité économique génératrice de revenus permettant de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur d'activités et qui exploitent des antennes disposent des capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ; que le nombre d'antennes est un critère adéquat pour révéler l'ampleur de l'activité des contribuables visés par le présent règlement (Cass. 20 mai 2016 F.15.0013) ;
Considérant que l'IBPT a octroyé des droits d'utilisation provisoires le 14 juillet 2020 en vue du déploiement de la technologie 5G ;
Considérant que selon l'IBGE, une nouvelle technologie d'antennes devra être mise en place en lien avec la technologie 5G (des « antennes actives ») ; que ces antennes 5G seraient développées progressivement en parallèle avec la 4G existante et intégrée à celle-ci de sorte que des réseaux 4G et 5G cohabiteraient ensemble pendant au moins 5 ans tandis que les anciennes technologies seraient progressivement éteintes (d'abord la 3G et ensuite la 2G) (www.environnement.brussels) ; que selon un communiqué de presse de Bruxelles-Environnement du 31 août 2023, Bruxelles Environnement a accordé les premiers permis d'environnement définitifs pour des antennes 5G à Koekelberg et Berchem-Sainte-Agathe;
Considérant que le Gouvernement bruxellois s'est positionné en faveur du développement d'un réseau 5G ; que le Parlement bruxellois a adopté le 2 mars 2023 une ordonnance modifiant l'ordonnance du 1er mars 2007 relative à la protection de

l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les radiations non ionisantes en vue d'encadrer le déploiement de la 5G ; qu'il a été pourvu à l'exécution de ces nouvelles dispositions par un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juin 2023 réglant divers aspects relatifs aux radiations non ionisantes émanant de certaines antennes ;
Considérant que le Conseil communal entend s'inscrire dans cette politique régionale ;
Considérant que le déploiement du réseau 5G impliquera vraisemblablement l'installation de nouveaux équipements, dont des antennes ;
Considérant que tenant compte de ce déploiement d'un nouveau réseau 5G sur le territoire communal, il y a lieu de revoir, par rapport aux règlements antérieurs, le taux de la taxe ; que la taxe ne peut être un frein au progrès technologique ;
Considérant, pour les mêmes motifs, qu'un montant maximum de plafond doit également être fixé à cet impôt communal ;
Considérant qu'il s'agit également de tenir compte de ce que certaines antennes pourraient être exploitées par plusieurs personnes physiques ou morales ; que cette exploitation multiple engendre une baisse des coûts d'investissements et de maintenance pour les personnes physiques ou morales qui les exploitent sans que cela n'ait d'incidence sur leur développement économique ; qu'au contraire, cette activité économique est, aujourd'hui, en plein essor ; que l'imposition pratiquée a pour objet de répondre à cette notion d'exploitation; que la différence de taux se justifie par le souci d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale en tenant compte de la capacité contributive des redevables ; que le fait qu'une antenne soit en effet exploitée par plusieurs personnes physiques ou morales est révélateur d'une plus grande capacité contributive ; qu'il se justifie dès lors, en cas d'exploitation commune, d'augmenter le taux de la taxe par rapport à une exploitation par rapport à une seule et même personne physique ou morale; que le Tribunal de 1ère instance de Bruxelles a jugé, par son jugement du 24 novembre 2024 (2022/5102/A), à propos du règlement-taxe du 27 octobre 2021 que « le fait qu'une même antenne soit exploitée par plusieurs personnes n'est par ailleurs nullement contradictoire avec une augmentation de la capacité contributive » ;
Considérant que le fait qu'une antenne soit exploitée par plusieurs personnes physiques ou morales est donc bien révélateur d'une plus grande capacité contributive ; qu'il se justifie alors, en cas d'exploitation commune, d'augmenter le taux de la taxe par rapport à une exploitation par une seule et même personne, physique ou morale ;
Considérant que le mécanisme de solidarité entre l'exploitant et le titulaire d'un droit réel repose sur l'idée qu'il existe une communauté d'intérêts entre ces deux personnes ; que la taxe est liée à l'exploitation d'une antenne et qu'il apparaît raisonnable de prévoir le titulaire d'un droit réel comme débiteur solidaire de la taxe ;
Considérant qu'il convient d'exempter les antennes affectées à un service d'utilité publique, c'est-à-dire les services de secours, les forces de l'ordre, la protection civile et les transports en commun, pour autant qu'elles soient utilisées à cette seule et unique fin ;
Considérant qu'il convient d'exonérer les propriétaires d'antennes de radiodiffusion dont l'activité est reconnue par les pouvoirs publics puisqu'ils ont pour but d'offrir des programmes de radio, d'émissions de télévision et d'autres types de programmes et sont chargés de fournir une couverture médiatique la plus large possible pour atteindre le plus grand nombre d'utilisateurs avec une variété de programmes de haute qualité et des informations d'intérêt général ;
Considérant que les réseaux Wi-Fi locaux et les CB n'ont pas un but principalement commercial et qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage les charges fiscales respectives de ces utilisateurs ;
Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;
Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;
Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 25 novembre et 9 décembre 2025 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2026 à 2030, une taxe communale annuelle sur les antennes d'émission émettant des radiations non ionisantes dont la fréquence est comprise entre 0,1 MHz et 300 GHz.
Par antenne d'émission, on entend toute antenne fixée à un point d'émission, mât, pylône qui est soit isolé soit situé à l'intérieur ou sur des bâtiments.

Article 2

La taxe est due la personne physique ou morale qui est titulaire d'un droit réel ou d'un droit d'exploiter l'antenne.
En cas d'exploitation d'une même antenne par plusieurs personnes physiques ou morales, la taxe est due solidairement par tous les titulaires conjoints d'un droit d'exploiter.
Lorsque le titulaire d'un droit réel a consenti un droit d'exploitation sur l'antenne, la taxe est due solidairement par celui-ci.
En cas de transfert du droit d'exploiter, la qualité de redevable au 1er janvier de l'exercice d'imposition s'apprécie sur la base de l'acte authentique constatant la date de l'acte de cession du droit d'exploiter.
La taxe est due pour l'année civile entière quelle que soit la date d'installation ou de l'enlèvement de l'antenne au cours de l'exercice.

Article 3

Le taux par antenne est fixé au 1er janvier 2026 à :

- 3.990,28€ si elle est exploitée par une seule et même personne physique ou morale ; (taux 1)
- 7.980,56€ si elle est exploitée par plusieurs personnes physiques ou morales ; (taux 2)

Aucun redevable ne peut cependant être enrôlé pour un montant supérieur à 607.893,90€. (taux 3)
Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1er janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule (R x i)/I où :
R = taux établi ci-dessus
i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2026 lors de la première adaptation, en janvier 2027
I = indice du mois de décembre 2025 (base 2013= 100)

Article 4

Sont exonérés de la taxe :

- les propriétaires d'antennes émettant des programmes de radiodiffusion ou de télédiffusion analogiques ;
- les infrastructures de télécommunication du réseau ASTRID. ;
- les installations servant notamment dans le cadre de la sécurisation du personnel et de la gestion du réseau de transport public ;
- les appareillages particuliers tels que, notamment, les réseaux wifi locaux et les systèmes de téléphonie de type DECT ;
- les appareils de radiocommunications B27 (CB) conformes à une interface radio belge (Puissance < 4W et ne possédant pas plus de 40 canaux) ;

Article 5

§1er – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable au 1er janvier de l'année d'imposition, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 6

§1er - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due ;

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement. Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 11

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au

Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 12

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1er janvier 2026, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 27 octobre 2021.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2025.

Le Secrétaire Communal,

David NEUPREZ

La Bourgmestre,

Audrey HENRY

#015/17.12.2025/A/1023#

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2025

Voorwerp nr 23 van de agenda

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; HH. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Ibrahim Donmez, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, H. Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mevr. Chloé Deguide, Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Done Sonmez, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Belasting op de antennes die niet-ioniserende stralingen uitzenden met een frequentie tussen 0,1 MHz en 300 GHz - Aanslagjaren 2026 tot 2030 – Hernieuwing en wijziging - Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 34 stem(men) tegen 0 en 4 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;
Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;
Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;
Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;
Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;
Gelet op de ordonnantie van 1 maart 2007 betreffende de bescherming van het leefmilieu tegen de eventuele schadelijke effecten en hinder van niet-ioniserende stralingen, zoals gewijzigd tot op heden;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 27 oktober 2021 tot goedkeuring van op de antennes die niet-ioniserende stralingen uitzenden met een frequentie tussen 0,1 MHz en 300 GHz, voor de aanslagjaren 2021 tot 2025;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;
Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;
Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;
Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;
Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen op het grondgebied van de Gemeente;
Overwegende dat de afwezigheid van mogelijke schadelijke gevolgen en overlast van de door deze antennes opgewekte niet-ioniserende straling nog niet bewezen is aangezien nog gewacht wordt op de resultaten van significante epidemiologische studies, dat derhalve wordt aanbevolen om bij wijze van voorzorgsmaatregel ontradende maatregelen te nemen;
Overwegende dat de keuze van de belastinggrondslag, naast de bijzondere draagkracht van de belastingplichtigen, wordt gerechtvaardigd door het mogelijke schadelijke risico dat de antennes opleveren;
Overwegende dat de uitbating van antennes wijst op een economische activiteit die inkomsten genereert, waardoor kan worden aangenomen dat de natuurlijke of rechtspersonen die in deze sector actief zijn en antennes uitbaten, over de middelen beschikken die hen in staat stelt de belastingen te betalen die hun worden aangerekend; dat het aantal antennes een geschikt criterium is om de omvang van de activiteit van de onder deze verordening vallende belastingplichtigen aan te tonen (Cass. 20 mei 2016 F.15.0013);
Overwegende dat het BIPT op 14 juli 2020 voorlopige gebruiksrechten heeft toegekend voor de uitrol van 5G-technologie;
Overwegende dat volgens het BIM een nieuwe antennetechnologie zal moeten worden ingevoerd in verband met de 5G-technologie ("actieve antennes"); dat deze 5G-antennes geleidelijk aan parallel met het bestaande 4G zouden worden ontwikkeld en daarmee zouden worden geïntegreerd, zodat 4G- en 5G-netwerken gedurende ten minste 5 jaar zouden samengaan, terwijl de oude technologieën geleidelijk zouden worden uitgefaseerd (eerst 3G en dan 2G) (www.leefmilieu.brussels); dat volgens een persbericht van Leefmilieu Brussel van 31 augustus 2023, Leefmilieu Brussel de eerste definitieve milieuvergunningen heeft verleend voor 5G-antennes in Koekelberg en Sint-Agatha-Berchem;
Overwegende dat de Brusselse Regering zich heeft uitgesproken voor de ontwikkeling van een 5G-netwerk; dat het Brussels

Parlement op 2 maart 2023 een ordonnantie heeft aangenomen tot wijziging van de ordonnantie van 1 maart 2007 betreffende de bescherming van het milieu tegen de mogelijke schadelijke effecten en hinder van niet-ioniserende straling, met het oog op het reguleren van de uitrol van 5G; dat deze nieuwe bepalingen ten uitvoer zijn gelegd bij een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juni 2023 tot regeling van diverse aspecten in verband met niet-ioniserende straling afkomstig van bepaalde antennes;
Overwegende dat de Gemeenteraad van plan is deel uit te maken van dit gewestelijk beleid;
Aangezien de uitrol van het 5G-netwerk waarschijnlijk gepaard zal gaan met de installatie van nieuwe apparatuur, waaronder antennes;
Overwegende dat met deze uitrol van een nieuw 5G-netwerk op het grondgebied van de Gemeente, de aanslagvoet moet worden herzien ten opzichte van het vorige belastingreglement; dat de belasting geen rem mag zijn voor de technologische vooruitgang;
Overwegende dat om dezelfde redenen moet ook voor deze gemeentelijke belasting een maximumbedrag worden vastgesteld;
Overwegende dat ook rekening moet worden gehouden met het feit dat bepaalde antennes door verscheidene natuurlijke of rechtspersonen kunnen worden uitgebaat; dat deze meervoudige uitbating leidt tot een daling van de investerings- en onderhoudskosten voor de natuurlijke personen of rechtspersonen die ze uitbaten, zonder dat dit gevolgen heeft voor hun economische ontwikkeling; dat deze economische activiteit vandaag de dag juist in volle bloei is; dat de toegepaste belastingheffing tot doel heeft tegemoet te komen aan dit begrip van uitbating; dat het verschil in tarief gerechtvaardigd is door de zorg voor een eerlijke verdeling van de belastingdruk, rekening houdend met de draagkracht van de belastingplichtigen; dat het feit dat een antenne door meerdere natuurlijke of rechtspersonen wordt uitgebaat, wijst op een grotere draagkracht; dat het bij gedeelde uitbating dan ook gerechtvaardigd is om het belastingtarief te verhogen ten opzichte van uitbating door één enkele natuurlijke of rechtspersoon; dat de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel in haar vonnis van 24 november 2024 (2022/5102/A) met betrekking tot het belastingreglement van 27 oktober 2021 heeft geoordeeld dat “het feit dat eenzelfde antenne door meerdere personen wordt uitgebaat, overigens geenszins in tegenspraak is met een verhoging van de draagkracht”;
Overwegende dat het feit dat een antenne door verschillende natuurlijke of rechtspersonen wordt uitgebaat, dus wijst op een grotere draagkracht; dat het dus gerechtvaardigd is om in geval van gemeenschappelijke uitbating de aanslagvoet te verhogen in vergelijking met uitbating door één en dezelfde natuurlijke of rechtspersoon;
Overwegende dat het solidariteitsmechanisme tussen de uitbater en de houder van een zakelijk recht berust op de idee dat er een belangengemeenschap tussen deze twee personen bestaat; dat de belasting verband houdt met de uitbating van een antenne en het redelijk lijkt te bepalen dat de houder van een zakelijk recht hoofdelijk medeschuldenaar van de belasting is;
Overwegende dat de antennes voor een dienst van openbaar nut, dat wil zeggen, de hulpdiensten, de politie, de civiele bescherming en het openbaar vervoer, voor zover die enkel en alleen daarvoor gebruikt worden, vrijgesteld dienen te worden;
Overwegende dat de eigenaars van antennes waarvan hun activiteit is erkend door de overheid omdat ze streven naar het verstrekken van radioprogramma's, televisieprogramma's en andere soorten programma's en belast zijn om voor een zo groot mogelijk aantal gebruikers media-aandacht aan te bieden met een verscheidenheid aan hoogwaardige programma's en informatie van algemeen belang;
Overwegende het feit dat de lokale wifi-netwerken en CB’s geen overwegend commerciële doeleinden hebben en dat er dan ook niet meer belastingdruk bij die respectievelijke gebruikers moeten worden opgelegd;
Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;
Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;
Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november en 9 december 2025 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT :
Artikel 1
Er wordt voor de aanslagjaren 2026 tot 2030, een jaarlijkse belasting geheven op de antennes die niet-ioniserende stralingen uitzenden met een frequentie tussen 0,1 MHz en 300 GHz.
Onder antenne moet men verstaan elke antenne bevestigd aan een uitzendpunt, mast, paal die hetzij afgezonderd, hetzij in of op de gebouwen staat.
Artikel 2
De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een zakelijk recht of van een recht om de antenne uit te baten.
Wanneer eenzelfde antenne door verscheidene natuurlijke of rechtspersonen wordt uitgebaat, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door alle medehouders van het uitbatingsrecht.
Wanneer de houder van een zakelijk recht een uitbatingsrecht op de antenne heeft verleend, is de belasting hoofdelijk door hem verschuldigd.
In geval van overdracht van het uitbatingsrecht wordt de hoedanigheid van belastingplichtige op 1 januari van het belastingjaar beoordeeld aan de hand van de notariële akte waarin de datum van de overdracht van het uitbatingsrecht is vastgelegd.
De belasting is verschuldigd voor het volledige kalenderjaar ongeacht de datum van installatie of verwijdering van de antenne in de loop van het aanslagjaar.
Artikel 3
De aanslagvoet per antenne wordt op 1 januari 2026 gevestigd op:
- 3.990,28€ indien uitgebaat door één en dezelfde natuurlijke of rechtspersoon; (voet 1)
- 7.980,56€ indien uitgebaat door meerdere natuurlijke of rechtspersonen; (voet 2)

Geen enkele belastingplichtige kan echter worden ingekohierd voor een bedrag van meer dan 622.484,03€. (voet 3)
De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule (R x i)/I waarbij:
R = tarief zoals hierboven vastgesteld

i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2026 bij de eerste aanpassing, in januari 2027
I = index van de maand december 2025 (basis 2013 = 100)

Artikel 4

Worden van de belasting vrijgesteld:

- de eigenaars van antennes die worden gebruikt voor het uitzenden van analoge radio- en televisieprogramma's;
- de telecommunicatie-infrastructuren van het netwerk ASTRID.;
- de installaties die voornamelijk gebruikt worden in het kader van de veiligheid van het personeel en het beheer van het openbaar vervoer;
- de apparaten gebruikt door particulieren zoals de lokale wifi-netwerken en de telefoniesystemen van het type DECT;
- de B27-radiocommunicatietoestellen (CB) die voldoen aan een Belgische radio-interface (vermogen van minder dan 4 W en met hoogstens 40 kanalen);

Artikel 5

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.
§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.
§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand op 1 januari van het aanslagjaar, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur. Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.
§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.
§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.
§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 6

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.
§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.
§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.
§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste overtreding: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de overtreding: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de overtreding en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Onder een overtreding wordt verstaan dat er geen aangifte wordt gedaan, dat de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, of dat er een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte wordt gedaan van een belastbare situatie, ongeacht of deze betrekking heeft op dezelfde belasting en/of hetzelfde reglement. Voor het bepalen van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingplichtige op het moment van een nieuwe overtreding al minstens dertig kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de boete voor een eerdere overtreding.

Artikel 7

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 8

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 9

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.
Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.
Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.
De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake

gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 12

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2026 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 27 oktober 2021.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2025.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ

ADMIN COMMUNALE DE SCHAERBEEK Bruxelles-Capitale

De Burgemeester,

Audrey HENRY